



## CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME DE L'ONUSIDA

UNAIDS/PCB (35)/14.CRP3  
Date de publication : 5 décembre 2014

### TRENTE-CINQUIÈME RÉUNION

**Date** : 9-11 décembre 2014

**Lieu** : Salle du Conseil exécutif, OMS, Genève

---

**Document de séance : Rapport sur le Dialogue sur le financement  
de l'ONUSIDA**

---

## RÉSUMÉ DES POINTS CLÉS RÉSULTANT DU DIALOGUE

### Un certain nombres de messages clés sont ressortis du Dialogue :

- a. Reconnaissance du rôle catalyseur que l'ONUSIDA a pu jouer dans la lutte contre l'épidémie de sida, à travers son leadership politique, les actions de plaidoyer et la mobilisation des ressources : il est absolument nécessaire de poursuivre la programmation commune pour la phase de riposte au sida de l'après 2015 ;
- b. Le besoin continu de responsabilité partagée implique d'affecter des ressources à l'échelle mondiale mais également d'augmenter le soutien national à la riposte et d'intensifier les efforts - sous la conduite du Programme commun - pour accroître l'efficacité et réduire les coûts de l'ensemble des flux de ressources ;
- c. Notre succès dans l'éradication du sida en tant que menace pour la santé publique à l'horizon 2030 dépend de notre capacité à tirer profit de la toute petite marge de manœuvre dont nous disposons actuellement (2015 - 2020), accélérer le processus de riposte, continuer à faire du VIH un point d'entrée pour la transformation sociale et s'assurer de son positionnement dans l'agenda d'après 2015 : il faut éviter d'être complaisant et maintenir le dynamisme si l'on veut donner de l'effet à cette dernière chance ;
- d. Les pénuries de ressources de la société civile constituent un sujet d'inquiétude. Nous avons besoin de travailler collectivement pour aider à identifier les lacunes et garantir la poursuite du mouvement social en faveur de la lutte contre le VIH ;
- e. Reconnaître la taille relativement petite du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) et ses incidences catalytiques multiples sur l'agenda mondial du VIH, mobiliser le soutien des pays et influencer sur l'utilisation d'autres flux de ressources tels que le Plan présidentiel américain d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria (Fonds mondial) ;
- f. Actuellement, la situation financière de l'ONUSIDA est saine mais certaines fragilités doivent être prises en compte et traitées : la pérennité, la diversité des ressources et la prévisibilité du financement, y compris le financement intégral de l'UBRAF, sont des éléments clés pour obtenir des résultats ; et
- g. Il existe un large soutien pour poursuivre le débat en faveur de la dotation en ressources de la lutte contre le sida et du Programme commun grâce à la mise en œuvre d'un processus multi-parties prenantes et l'on s'accorde par ailleurs pour considérer que l'ONUSIDA doit mieux communiquer sur ses résultats en façonnant des messages spécifiquement destinés aux différents publics et parties prenantes.

## CONTEXTE

1. Ce document de séance résume les points clés discutés lors du Dialogue sur le financement que l'ONUSIDA a tenu le 12 novembre 2014 à Genève faisant suite à la demande formulée en ce sens par le Conseil de Coordination du Programme (CCP) (lors de sa 34<sup>ème</sup> réunion en juillet 2014)<sup>1</sup>.
2. Le mandat original du Dialogue sur le financement a été défini par la résolution de l'Assemblée générale des NU prise lors de l'examen quadriennal complet de la politique relative aux activités opérationnelles pour le développement du système des Nations Unies (QCPR) (67/226), adoptée le 21 décembre 2012. La résolution QCPR demande à chacune des organisations des NU d'entamer un dialogue sur le financement avec ses partenaires et insiste sur le fait que ce dialogue doit en particulier viser à : améliorer le financement dans son ensemble et en particulier les ressources de base ; améliorer la prévisibilité et la qualité des ressources et assurer le recouvrement intégral des coûts.
3. Le Dialogue a été mené sous la présidence de SE M. John Quinn, ambassadeur et Représentant permanent de l'Australie auprès des Nations Unies à Genève et président du Conseil de Coordination du Programme pour l'année 2014.
4. Les principaux objectifs de cette consultation qui s'est déroulée sur une journée ont été :
  - a. Afficher la pertinence de la riposte au sida et du Programme commun pour l'après 2015 ;
  - b. Rechercher du soutien pour assurer le financement continu, adapté et prévisible de l'ONUSIDA et élargir la base des donateurs de l'ONUSIDA ; et
  - c. Démontrer l'efficacité, la transparence et la responsabilisation dans la gestion des fonds.
5. De nombreux représentants d'États membres ont participé à ce dialogue multi-parties prenantes, y compris au niveau des missions diplomatiques, et l'on a également pu compter sur la présence du président du Conseil de Coordination du Programme, de la délégation des ONG et de Coparrainants.
6. Le résumé ci-après souligne les questions clés débattues et les conclusions qui sont ressorties de ce Dialogue sur le financement.

## POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR : CONTEXTE GLOBAL DE LA RIPOSTE AU SIDA

7. M. l'ambassadeur Quinn a ouvert la séance du Dialogue en rappelant le contexte, l'objectif et les attentes de la journée de consultation. Il a rendu hommage au travail mené par l'ONUSIDA, reconnaissant la créativité et l'innovation mises en œuvre pour parvenir à concrétiser la vision audacieuse des Trois zéros. Il a réaffirmé l'engagement de l'Australie en faveur de la riposte au sida et du soutien à l'ONUSIDA, éléments clés

---

<sup>1</sup> Point de décision 7.10 de la 34<sup>ème</sup> réunion du CCP : Demande à l'ONUSIDA de tenir un dialogue sur le financement visant à assurer un financement prévisible et durable, la gestion efficace des fonds et la transparence pour une mise à jour effective de l'UBRAF dans le cadre de la riposte globale au sida. Le dialogue sur le financement devrait avoir lieu avant la fin de 2014 pour discuter de la responsabilité et des rapports financiers, pour examiner la répartition des fonds de base et autres et pour fournir des données de suivi sur les tendances en matière de financement et de dépenses relatives aux directions et fonctions stratégiques.

pour en finir avec l'épidémie de sida, en tant que menace pour la santé publique, d'ici 2030.

8. M. Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA a quant à lui souligné les progrès considérables qui ont été accomplis dans la riposte au sida à l'échelle mondiale : les nouvelles infection à VIH chez les enfants ont chuté de 58 % depuis 2001 ; les décès liés au sida ont baissé de 35 % depuis le pic de mortalité de 2005, grâce à un élargissement du traitement sans précédent dont bénéficient désormais près de 14 millions de personnes ; les nouvelles infections chez les adultes ont baissé de 38 %. Il a souligné que le rythme des progrès accomplis s'était accentué au cours des cinq dernières années et que nous disposons actuellement d'une opportunité historique pour donner un coup d'accélérateur et en finir avec le sida en tant que menace pour la santé publique à l'horizon 2030. Cela ne permettra pas seulement de sauver 21 millions de vies et d'éviter 28 millions de nouvelles infections, cela permettra d'obtenir un retour sur investissement sur 15 volets économiques différents. Il a mis en lumière le coût humain et financier que nous aurions à supporter si nous rations cette opportunité.
9. Le Directeur exécutif a mis l'accent sur l'actualité et la pertinence du Dialogue sur le financement en termes de calendrier dans la mesure où il offre une plateforme pour montrer l'effet majeur de la responsabilité partagée et de la solidarité mondiale sur la riposte au sida au cours des dernières années. Il s'est félicité du mouvement social sans précédent qui s'est développé autour de la lutte contre le VIH, et notamment la mobilisation exponentielle des ressources ayant conduit à renforcer l'engagement politique et à transformer la science et l'activisme, tout en rappelant le rôle catalyseur de l'ONUSIDA dans cette démarche. Depuis 2009, les législations, la science et l'innovation ont révolutionné l'approche de traitement en permettant aux patients de passer d'un protocole où ils devaient prendre 18 comprimés par jour à la possibilité de n'en prendre plus qu'un seul grâce à l'élaboration d'une formule combinant plusieurs principes actifs ; les communautés de la société civile, privées et scientifiques se sont réunies pour changer le cours de l'épidémie et accélérer la riposte. Les ressources financières ont été mobilisées comme jamais auparavant passant de 90 millions US\$ à 19 milliards US\$ en 2013.
10. Le Directeur exécutif a indiqué que la mobilisation politique à l'échelle mondiale avait permis d'ouvrir le débat sur les droits de l'homme et d'aboutir à ce que l'on reconnaisse qu'il ne serait pas possible de mettre fin à l'épidémie de sida sans assurer la protection des droits de l'homme au cœur de l'ensemble des programmes et des efforts déployés. Grâce aux informations stratégiques fournies par l'ONUSIDA on a pu cibler les investissements et assurer ainsi l'efficacité et l'efficience de leur impact. Le fait d'avoir pu réaliser des investissements transformateurs a également permis de mieux intégrer le traitement, la prévention, les soins et l'appui en matière de VIH aux autres services de santé tels que ceux dédiés à la santé maternelle, la pédiatrie et au traitement d'autres maladies comme la tuberculose, l'hépatite C, le cancer du col de l'utérus etc. La riposte au sida a ouvert de nouvelles perspectives pour créer un «sous-système» de santé offrant des possibilités de développement des compétences des agents de santé et des communautés avec des bénéfices potentiellement transférables vers d'autres réponses d'urgence déployées en faveur de maladies émergentes, y compris le virus Ébola.
11. Le budget annuel de base de l'ONUSIDA est de 242 millions US\$, soit un petit budget comparé aux effets catalyseurs obtenus dans le cadre de l'élaboration de l'agenda mondial du VIH, le soutien aux pays et la promotion d'une direction partagée auprès des

différents pourvoyeurs de ressources y compris le Fonds mondial et le PEPFAR. Ce budget vient soutenir ce travail de catalyseur mené auprès de 11 Coparrains ainsi que la présence du Secrétariat dans 90 pays, y compris le siège, et sept bureaux régionaux.

12. Les études menées et les modèles élaborés par l'ONUSIDA indiquent que, dans moins de 10 ans, 87 % des personnes vivant avec le VIH se trouveront dans des pays à revenu intermédiaire. Cette perspective soulève d'importantes questions sur le financement du futur agenda sanitaire, le rôle de l'APD, la nature des futurs partenariats nécessaires à l'atteinte des objectifs mondiaux, le sens et le rôle de la responsabilité partagée, ainsi que sur une meilleure dotation en ressources et davantage de sensibilisation sur le rôle de la société civile dans la demande de création et de prestation de services. Dans ce contexte, l'ONUSIDA intervient d'ores et déjà en soutenant de manière significative les pays dans leurs efforts de développement de plans de financement durables pour la période de transition.
13. Le Programme commun est un exemple concret des retombées significatives que l'on peut obtenir grâce aux partenariats et à la mise en œuvre d'actions multi-sectorielles. Le Directeur exécutif a insisté sur l'accent mis par le Programme commun pour obtenir des résultats, gérer les ressources de manière efficiente et optimiser les investissements dans les zones d'impact. Il a indiqué que l'ECOSOC tout comme le Conseil de Coordination du Programme avaient cité l'ONUSIDA comme un exemple sur lequel les NU pouvaient se fonder pour améliorer la cohérence stratégique, la coordination, les démarches axées sur les résultats et ciblées sur l'échelon national pour l'après 2015.
14. Puis, le Directeur exécutif a remercié les États membres ayant reconfirmé leurs engagements financiers en faveur de l'ONUSIDA et s'est félicité de l'élargissement des sources de financement de base de l'organisation avec l'arrivée d'un certain nombre de nouveaux donateurs à l'instar du Tchad, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.
15. Pour conclure, le Directeur exécutif a insisté sur le fait que les débats sur l'après 2015 fournissaient une occasion à ne surtout pas manquer de mettre l'accent sur le VIH comme point d'entrée pour une transformation sociale dans le domaine plus large de l'agenda sanitaire et du développement, y compris pour obtenir des effets concrets dans le domaine des droits humains et de l'égalité entre les genres.
16. Le Ministre de la santé sud africain, M. Aaron Motsoaldi, a également adressé un message vidéo par lequel il souligne l'importance du financement national de lutte contre le sida et la pérennité de la riposte dans le pays. Avec le soutien de l'ONUSIDA, l'Afrique du Sud a initié des stratégies innovantes pour accroître, de manière exponentielle, les ressources nationales affectées à la riposte au sida. Il a mis l'accent sur le caractère crucial et la pertinence du rôle joué par l'ONUSIDA en particulier pour élaborer l'agenda, préparer le dossier d'investissement, assurer une riposte multi sectorielle à tous les niveaux et mettre la riposte nationale au défi pour qu'elle soit intégralement étayée par des données probantes. Grâce à ces efforts, l'Afrique du Sud a pu faire baisser de manière significative le coûts des médicaments antirétroviraux et par la même accroître de 58 % le nombre de personnes bénéficiant d'un traitement avec le même budget. Il a prié les partenaires du développement de continuer à financer l'ONUSIDA en tant qu'acteur clé de l'agenda sanitaire pour l'après 2015.
17. Les participants ont largement reconnu le rôle que le Programme commun pouvait jouer pour l'après 2015. L'accent a été mis sur la nécessité de maintenir le dynamisme et

l'attention de la communauté internationale sur la riposte au sida au travers des principes de responsabilité partagée et de solidarité internationale et d'éviter la complaisance. Des propositions ont été faites pour relier et utiliser les leçons apprises de la riposte au sida ; faire du VIH un point d'entrée pour traiter des problématiques sanitaires plus larges, comme par ex. la crise provoquée par le virus Ébola ; combiner les efforts pour renforcer les systèmes de santé à l'échelle mondiale.

18. Les États-Unis ont fait savoir que le PEPFAR privilégierait les investissements intelligents, inciterait à la collaboration et mobiliserait les financement des partenaires tels que le Fonds mondial et le secteur privé. Son action se concentrera sur cinq aspects principaux : responsabilisation, impact, pérennité, droits de l'homme et partenariats. Il a été indiqué que le PEPFAR accueillerait favorablement les orientations que pourrait formuler l'ONUSIDA pour optimiser l'affectation de ses ressources.
19. Les participants ont suggéré à l'ONUSIDA d'accorder une place plus importante à la communication de ses résultats dans le cadre de ses efforts de mobilisation de ressources, incluant les données sur les effets d'un financement continu et prévisible et celles soulignant les risques qu'il y aurait à perdre le dynamisme politique et financier tellement nécessaires. Ceci devrait conduire à la formulation de messages conçus pour divers publics, incluant les décideurs, les scientifiques et les différentes communautés. Les partenaires du développement ont besoin de voir les résultats de leurs investissements, en particulier lorsqu'ils ont des retombées sur le développement et la santé en général. Il a été souligné que le financement avait certes trait à l'argent mais plus largement aux ressources affectées et que le soutien accordé à la société civile et aux actions communautaires était un élément fondamental de la riposte et nécessaire pour atteindre l'objectif d'éradication du sida à l'horizon 2030.

## **POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : MAINTENIR LE DYNAMISME**

20. M. Tim Martineau, Chef de Cabinet à l'ONUSIDA, a fait une présentation des tendances générales en matière de financement national et international de lutte contre le sida et du rôle du Programme commun dans la mobilisation du soutien politique et des ressources en faveur de la riposte au sida.
21. Il a indiqué que le budget de l'UBRAF était resté constant au cours des trois dernières périodes biennales, périodes au cours desquelles ONU Femmes est devenu le 11<sup>ème</sup> Coparrain, sans que cela n'affecte l'enveloppe budgétaire globale du Programme commun. Ces résultats ont pu être obtenus grâce à l'optimisation du financement. Au cours de cette période l'ONUSIDA est parvenu à assurer entre 93 % et 98 % du financement de base de la totalité de besoins de l'UBRAF pour répondre aux points inscrits à l'ordre du jour par le Conseil de Coordination de Programme. On table sur une mobilisation de 93 % du budget de base pour 2014-2015, par référence avec les fonds mobilisés au cours de la dernière période biennale - et il est par conséquent nécessaire de déployer des efforts supplémentaires pour combler l'écart. En conclusion, l'ONUSIDA a mis en avant le travail réalisé pour atteindre de nouveaux donateurs, en particulier dans les pays du Sud.

22. L'accent a été mis sur les trois messages clés relatifs à la situation du financement de l'ONUSIDA, à savoir la nécessité de :

- Financer intégralement le budget de base approuvé par le Conseil de Coordination du Programme ;
- Améliorer la prévisibilité des financements pour améliorer la planification ; et
- Se diriger vers la conclusion d'accords de financements pluriannuels.

23. Mme Jan Beagle, Directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA, a assuré la modération des débats issus de la table ronde à laquelle ont participé :

- M. Kirit Solanki, député indien représentant l'État de Gujarat
- Mme Marijke Wijnroks, Chef de Cabinet au Fonds mondial
- M. Kenly Sikwese, Représentant des ONG pour l'Afrique auprès du Conseil de Coordination du Programme

24. Les participants ont débattu sur la pertinence et l'importance du Programme commun pour la future riposte au sida. Ils ont également mis en avant les démarches multi-sectorielles et de partenariat inclusif. Une série de propositions ont été mises en avant par les participants, y compris l'ONUSIDA, pour continuer à :

- Créer un espace pour élargir le débat et orienter l'utilisation stratégique des financements basée sur des données solides et des meilleures pratiques tout en garantissant également l'engagement des parties prenantes ;
- Travailler à l'échelle mondiale et nationale pour encourager le financement national, non seulement de la lutte contre le VIH mais également en faveur d'une riposte sanitaire plus large ;
- Organiser et engager le débat sur des questions difficiles telles que les droits de l'homme, la sexospécificité et les populations clés à haut risque ;
- Collaborer et mener des actions de persuasion à l'échelon politique le plus élevé qui sont fondamentales pour assurer la réussite de la riposte ;
- Conduire l'élaboration de dossiers de financement dans les pays pour optimiser l'utilisation des ressources, y compris les ressources pouvant être attribuées dans le cadre du nouveau mécanisme de financement du Fonds mondial ;
- Jouer un rôle catalyseur dans le renforcement de la riposte de la société civile, faire progresser l'engagement communautaire et faire participer la société civile aux instances d'élaboration des programmes et des politiques ;
- Aider à garantir l'engagement financier continu en faveur de la société civile dans les périodes de transition du financement international vers le financement national, dans la mesure où le soutien apportée aux mouvements et actions de plaidoyer en

faveur des droits de l'homme des personnes vivant avec le VIH et des populations clés affectées est plus important que jamais pour assurer la riposte au sida ; et

- Promouvoir des réponses nationales multi-sectorielles qui incluent la participation significative de l'ensemble des parties prenantes concernées, en particulier via l'organisation de dialogues inclusifs menés à l'échelle nationale.

25. Les participants ont insisté pour que le Dialogue sur le financement ne soit que le premier pas vers l'initiation d'un débat plus large sur la responsabilité financière, l'examen de la distribution des fonds de base et autres et l'analyse des dépenses. Ils ont salué le rapport sur le financement de l'UBRAF et demandé à ce que le Programme commun les maintienne informés de la situation financière, y compris des manques de financement, lorsque nécessaire. Les participants ont réaffirmé la nécessité d'assurer le financement durable et prévisible des ressources de base de l'ONUSIDA ainsi que l'élargissement de la base des donateurs (y compris en ciblant les pays à revenu intermédiaire) pour garantir la stabilité de l'UBRAF et s'assurer qu'il puisse remplir ses objectifs.
26. L'ONUSIDA a été invité à diffuser les leçons apprises dans l'utilisation de la lutte contre le VIH comme point d'entrée permettant d'apporter des réponses aux situations d'urgence sanitaire au sens large et à illustrer dans quelle mesure l'investissement dans la lutte contre le VIH était un investissement en faveur de la santé et du développement.
27. L'accent a été mis sur le rôle joué par la société civile dans la création d'un mouvement de transformation, et des inquiétudes se sont manifestées concernant le financement international, qui traditionnellement a fortement soutenu la société civile, les participants espérant que ce niveau d'investissement puisse perdurer au travers de stratégies et de ressources nationales.

### **POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : INVESTIR EN VUE DE RESULTATS**

28. La séance de débat a mis l'accent sur la valeur ajoutée apportée par le Programme commun, capable d'influencer et d'orienter les retombées au niveau national, mobiliser les ressources et l'engagement politique et travailler en collaboration pour obtenir des résultats. Au cours de la séance ont également été mis en avant le rôle catalyseur joué par le Secrétariat de l'ONUSIDA, en tant qu'organe de coordination de 11 organismes Coparrains ainsi que l'exemple de bonne pratique donné par l'UBRAF en termes de gestion financière et de responsabilisation. Les orateurs suivants sont intervenus au cours de la séance : M. David Wilson, Directeur du Programme mondial de lutte contre le VIH/sida de la Banque mondiale ; Mme Alice Ouedraogo, Directrice de l'OIT/SIDA et M. Steve Kraus, Directeur de l'Équipe de l'ONUSIDA d'appui aux régions pour l'Asie et le Pacifique.
  - David Wilson a fourni des exemples de la manière dont la Banque mondiale utilisait les ressources de base de l'UBRAF pour réaliser un travail analytique destiné à faire avancer l'agenda sur la recherche d'optimisation de l'investissement et à orienter directement les investissements de lutte contre le sida là où ils peuvent avoir les meilleures répercussions, tout en intégrant la riposte au sida à d'autres problématiques plus larges comme celles relevant de la protection sociale.



- Alice Ouedraogo a illustré le point de vue de l'OIT sur la valeur ajoutée apportée par le Programme commun dans la mobilisation de l'engagement et des ressources internes en faveur de la lutte contre le sida aux côtés d'un Coparrainant et de son organe directeur. Les points de décision pris par le CCP de l'ONUSIDA, appelant à ce que le VIH soit intégré dans des domaines plus larges de la santé et du développement, ont permis de garantir l'engagement de l'organe directeur de l'OIT, pris au cours de l'une de ses dernières sessions, pour que le VIH soit intégré à l'agenda sur le Monde du travail de l'après 2015.
- Statens Kraus a souligné la manière dont les ressources et efforts du Programme commun déployés dans cinq pays différents (Indonésie, Malaisie, Myanmar, Thaïlande et Vietnam) avaient permis d'obtenir des résultats et de retombées significatifs, incluant notamment le développement de plans stratégiques nationaux et l'élaboration de notes conceptuelles dans le cadre du nouveau modèle de financement du Fonds mondial, la recherche de ressources au niveau national, le tout avec la participation de nombreux secteurs et parties prenantes.

29. Joel Rehnstrom, Directeur de la planification, de la gestion financière et de la responsabilisation de l'ONUSIDA a présenté le nouveau portail internet de financement de l'ONUSIDA. Cet outil se présente comme une plateforme conviviale qui contient des informations sur les initiatives de l'ONUSIDA au niveau des pays, présente les résultats obtenus en fonction des priorités (objectifs et fonctions de l'UBRAF), la façon dont l'ONUSIDA lève des fonds et dépense les ressources (incluant une ventilation des ressources par fonctions, directions stratégiques, régions, etc), les tendances en matière de financement et autres fonctionnalités. La plateforme peut être consultée sur <http://results.unaids.org>.
30. Il a été reconnu que les objectifs audacieux de l'ONUSIDA à l'échelle mondiale ont motivé la prise d'engagements au niveau national et que l'*Objectif zéro* a mobilisé et inspiré des pays. Les participants ont insisté sur la valeur de la capacité de l'ONUSIDA à influencer les agendas politiques dans les domaines plus vastes de la santé et du développement et le rôle crucial du soutien continu apporté pour le reciblage du processus pour l'après 2015. Les participants ont réaffirmé avec insistance qu'il était important de montrer la manière dont les investissements réalisés dans la lutte contre le VIH avaient généré de la valeur ajoutée et multiplié les retombées dans d'autres domaines plus vastes de la santé et du développement, notamment au regard des avancées dans le domaine des droits de l'homme. Ils ont souligné le fait que l'ONUSIDA avait fait preuve d'une grande détermination dans sa communication efficace sur le sida et que cela devait continuer. L'accent a également été mis sur le caractère fondamental du positionnement que l'ONUSIDA accorde aux personnes, placées au centre de son agenda, tout comme sur l'importance du rôle du Programme commun dans la fourniture d'informations stratégiques pour l'investissement. L'ONUSIDA a été prié de poursuivre sa collecte de données, moteur de l'optimisation de l'investissement et de l'agenda sur la recherche. Le portail internet a été favorablement accueilli comme un outil permettant d'accroître la transparence et la responsabilisation de l'ONUSIDA et d'améliorer la communication des résultats.
31. Le travail multi-sectoriel de l'ONUSIDA, assurant la participation significative de l'ensemble des parties prenantes, reste un élément fondamental pour que personne ne soit laissé de côté. Les participants l'ont prié de poursuivre sa démarche centré sur les personnes, fondée sur les droits, inclusive et axée sur l'égalité, comme un principe

fondamental de la riposte mondiale au sida.

32. Se faisant l'écho d'appels précédemment lancés pour que la tenue du Dialogue sur le financement soit le premier d'une série de processus menés dans le cadre d'un débat plus large sur le financement de la lutte contre le VIH, les participants ont insisté sur le fait que l'élaboration consultative du prochain UBRAF représenterait une opportunité importante de poursuite de ce dialogue.

#### **POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR : LA MARCHE A SUIVRE**

33. En conclusion, le Directeur exécutif de l'ONUSIDA a souligné le fait que le Dialogue représentait une étape critique dans les efforts déployés pour mettre fin à l'épidémie de sida à l'horizon 2030, en mettant l'accent sur la nécessité d'optimiser la marge de manœuvre et d'accélération actuellement disponible. Il a indiqué que ces efforts pouvaient avoir des incidences multiples dans la mesure où ils génèrent des plateformes pour le renforcement de systèmes de santé, pour davantage de débat sur les questions liées à la sexospécificité, les jeunes et la transformation sociale.
34. Le Directeur exécutif a également indiqué que l'expérience du Programme commun était un exemple de la démarche Une seule ONU, où la focalisation sur une question thématique, couplée avec des fonds catalytiques de faible importance, avaient permis d'obtenir des efforts coordonnés et des résultats. Il a également insisté sur la nécessité, tant pour la riposte au sida que pour l'agenda plus vaste en matière de santé et de développement, de parvenir à susciter un engagement plus important et significatif du secteur privé.
35. En conclusion du Dialogue, le Président a insisté sur le vote de confiance que les participants avaient donné à l'ONUSIDA pour son leadership dans la lutte contre le sida et sur les différents messages clés qu'ils avaient formulés et qui avaient été entendus (voir le début du document). Pour finir, Il a été convenu que l'ONUSIDA assurerait deux mesures de suivi :
  - l'élaboration d'un document de séance, présenté à l'occasion de la 35<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Coordination de Programme, résumant les questions et résultats clés du Dialogue sur le financement ; et
  - l'élaboration d'un document mettant en lumière les leçons tirées de la lutte contre le VIH et le Programme commun et pouvant servir à la riposte au virus Ébola.

[Fin du document]